

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 Auxerre

Nevers, le 02/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TITANOBEL**

Rue de l'Industrie  
21270 Pontailler-sur-Saône

Références : -  
Code AIOT : 0005401235

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement TITANOBEL implanté Route de Chalopin 89140 Michery. L'inspection a été annoncée le 18/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2023 dans l'établissement TITANOBEL, implanté Route de Chalopin - 89140 Michery. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TITANOBEL
- Route de Chalopin 89140 Michery

- Code AIOT : 0005401235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site est une installation SEVESO seuil-haut de dépôt d'explosifs civils sur la commune de MICHERY.

#### Contexte de l'inspection :

- Récolement

#### Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | APMD 2023          | AP de Mise en Demeure du 31/10/2023, article 1    | /                                                                                                   | Demande d'action corrective                                                                                                | 30 jours              |
| 4  | Stockage explosifs | Arrêté Préfectoral du 03/10/2019, article 1.4.3.1 | Susceptible de suites                                                                               | Demande d'action corrective                                                                                                | 30 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                            | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|----------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1  | APMD 2023                                    | AP de Mise en Demeure du 31/10/2023, article 1    | /                                                                                                   | Levée de mise en demeure |
| 3  | APMD 2023                                    | AP de Mise en Demeure du 31/10/2023, article 1    | /                                                                                                   | Levée de mise en demeure |
| 5  | Stockage des détonateurs destinés à l'export | Arrêté Préfectoral du 03/10/2019, article 1.4.3.3 | Susceptible de suites                                                                               | Sans objet               |
| 6  | Alerte des populations par la sirène         | Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 7.9.2.1 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Sans objet               |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a mis en évidence que les non-conformités constatées lors de la précédente inspection du 11/10/2023 ont été majoritairement traitées que l'exploitant doit

poursuivre la réalisation des engagements qu'il avait pris en 2023 dans ce cadre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : APMD 2023

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/10/2023, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosifs                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société TITANOBEL exploitant une installation de dépôt d'explosifs civils, sise au lieu-dit "Les Petites Chaumes" sur la commune de MICHERY, est mise en demeure de respecter :<br><br><b>dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté</b> , les dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement.                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br><br>Par lettre n°64/2023 du 28/10/2023, l'exploitant a transmis la fiche de dysfonctionnement référencée FD/MIC/05/2023.<br><br>Par lettre n° 5/2024 du 31/01/2024, l'exploitant a transmis le bilan de la vérification des bons de livraison pour l'année 2023.<br><br>Les engagements pris par l'exploitant dans le cadre du traitement de ce dysfonctionnement font l'objet des vérifications mentionnées dans les points de contrôles suivants. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

### N° 2 : APMD 2023

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/10/2023, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosifs                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société TITANOBEL exploitant une installation de dépôt d'explosifs civils sise au lieu-dit "Les Petites Chaumes" sur la commune de MICHERY est mise en demeure de respecter :<br><br><b>dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté</b> , les dispositions des articles 1.4.1 et 1.4.3.2 de l'arrêté du 3 octobre 2019 susvisé ; |
| <b>Constats :</b><br><br>Voir partie confidentielle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Afin de mettre en œuvre une solution pérenne, l'exploitant doit réaliser, comme préalable à la levée de la mise en demeure, ce qu'il avait annoncé par son courrier 064/2023 du 28/10/2023 " Nous sommes en train de mettre à jour la notice de réexamen ainsi que la mise à jour d'étude de dangers que nous avons fait parvenir à vos services le 31/05/2023, en vue d'y intégrer l'activité d'ouverture des caisses d'explosifs au droit du quai de chargement/déchargement." Un échéancier de réalisation de cet engagement devra être fourni sous 1 mois. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

#### N° 3 : APMD 2023

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/10/2023, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosifs                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société TITANOBEL exploitant une installation de dépôt d'explosifs civils, sise au lieu-dit "Les Petites Chaumes" sur la commune de MICHERY, est mise en demeure de respecter :<br><br><b>dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté,</b> les dispositions des articles 1.4.1 et 1.4.3.2 de l'arrêté du 3 octobre 2019 susvisé ; |
| <b>Constats :</b><br><br>Voir partie confidentielle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

#### N° 4 : Stockage explosifs

|                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2019, article 1.4.3.1                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des explosifs                                                                                                                                                  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 02/10/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul> |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>cf. partie confidentielle                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                              |

|                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| cf. partie confidentielle                                                                                                          |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                   |
| L'exploitant devra confirmer et justifier la bonne réalisation des travaux de réfection des sols et de marquages des emplacements. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours                                                                                            |

**N° 5 : Stockage des détonateurs destinés à l'export**

|                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2019, article 1.4.3.3                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des détonateurs destinés à l'export                                                                                                                                |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul> |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>cf. partie confidentielle                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br><br>cf. partie confidentielle                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                       |

**N° 6 : Alerte des populations par la sirène**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 7.9.2.1                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte des populations par la sirène                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher.<br><br>Le déclenchement de ces sirènes est commandé depuis l'installation industrielle, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement. Elles sont secourues par un circuit |

indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. Cette garantie doit être attestée par le fournisseur et le constructeur.

Les sirènes ainsi que les signaux d'alerte et de fin d'alerte répondent aux caractéristiques techniques définies par le décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national et aux obligations des services de radio et de télévision et des détenteurs de tout autre moyen de communication au public et pris en application de l'article 8 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir la sirène dans un bon état d'entretien et de fonctionnement. En liaison avec le service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile (SIACEDPC) et l'inspection des installations classées, l'exploitant procède à des essais en "vraie grandeur" en vue de tester le bon fonctionnement et la portée du réseau d'alerte.

#### **Constats :**

##### **NON-CONFORMITÉ 2023 :**

L'exploitant ne dispose pas de garantie du fournisseur et du constructeur qu'en cas de coupure de l'électricité les batteries permettent le bon fonctionnement de la sirène. L'exploitant n'encadre pas l'entretien de cette sirène. L'exploitant ne réalise pas de suivi du bon fonctionnement de la sirène. L'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions nécessaires pour maintenir la sirène dans un bon état d'entretien et de fonctionnement (non fonctionnement entre le 06/09/2023 et 28/09/2023).

##### **CONSTAT 2024 :**

L'exploitant a :

- fait remettre en état la sirène par un prestataire selon attestation de conformité du 29/11/2023,
- signé un contrat de maintenance avec ce prestataire en date du 05/12/2023,
- procédé mensuellement au test de la sirène en alternant les déclenchement à distance et les déclenchements au coffret depuis janvier 2024 et trace ces tests sur un tableau de suivi.

**Type de suites proposées :** Sans suite